

2€

La lettre à  
**LULU**



Reluquons à reculons pour voir en riov

irrégulomadaire satirique N° 85, juillet 2014

Sol tout pourri

# JARDINS PLOMBÉS SALADES ARSENIQUÉES

Pétage de plomb en sous-sol des carrés de patates. Les plantes pompeuses: pas terrible. La terre recouvrant la terre, pas mieux. Reste l'abstinence légumière ou la salade «j'veux pas l'savoir».

► page 2



Fred Crayon

**L'Euradio**  
de la méduse  
Gestion flottante  
pour la radio la  
plus arrosée des  
ondes locales p. 5

Dobréduilllements

## Le musée de la réalité augmenteuse

Le musée Dobrée se dissémine façon puzzle. Mais attention, c'est pour son bien.

C'est le prodige de la communication. Faire passer pour un avantage une situation désastreuse, subie et pas reluisante. C'est ce qui se passe au musée départemental Dobrée, fermé depuis janvier 2011 pour d'hypothétiques travaux de refonte, alors que le permis de construire a été annulé\* et qu'aucun projet n'est relancé, hormis une petite remise aux normes, à achever en 2019. Soit juste un an avant la mort programmée des départements... Va pas falloir trainer en chemin.

L'entourloupe du moment aura été de créer un affichage « Grand patrimoine » de Loire-Inférieure, pour présenter hors les murs des bribes des collections du musée Dobrée, rebaptisé « tête de réseau », mais en fait inaccessible. Ce qui prétend donner une « identité renforcée » à Dobrée, même si ses trésors sont distillés au compte-goutte. C'est ça, la réalité augmentée: on prend un bobard et on l'agrandit.

La plaisanterie du projet lancé et abandonné aura quand même coûté, pour rien ou presque, quelque 16,5 millions d'euros. Dont 10,5 millions avant 2004, du temps de la droite aux manettes, pour les honoraires de l'agence bordelaise Brochet-Lajus-Peyot (études géotechniques, dossier de faisabilité par des ingénieurs culturels, études concours d'architecte, début d'un gigantesque « chantier des collections » pour préparer le déménagement, etc.).

Élu en 2004, Patrick Mareschal a relancé un projet, cette fois mené par l'architecte Dominique Perrault. Avant que le permis de construire ne soit ratatiné par les recours\*, on aura rallongé six millions d'euros en fouilles archéologiques, pour finir le « chantier des collections » et déménager tout ce vieux fourbi et les services dans des locaux périphériques...

Élu en 2011, Philippe Grosvalet n'est pas si fâché d'arrêter les frais, vu la déliquescence rapide des finances du département. C'est plus un musée, c'est un gouffre. Vivement une mission de spéléologues. Bénévoles, si possible.

\* Première décision de juillet 2012 confirmée par la cour administrative d'appel en février 2014

\*\* « Grosvalet remballé Dobrée », Lulu n° 77, juillet 2012.

## Jardins plombés, salades arseniquées



DES crudités métalliques, il n'y a qu'à se baisser pour les ramasser. À Nantes, les jardins municipaux partagés, ouvriers, familiaux, appelons ça comme on veut, en sont bourrés. Le sol est pourri d'ETM, «éléments traces métalliques» dans le jargon des pollutionologues patentés. Première alerte officielle en 2000 dans le quartier Malakoff : l'eau puisée pour arroser les légumes du jardin de Terre Promise est trempée d'arsenic. On change donc de flotte : fini le puits, raccord au réseau d'eau potable. En 2011, rebelote, arsenic et plomb sont détectés dans le jardin des Églantiers, 94 parcelles dans le quartier Nantes Nord. En août, les carottes (légumes dits «bio-indicateurs») y sont proscries à la consommation. En septembre, tous les légumes sont officiellement interdits de cuisine. En 2012, l'arrêté est maintenu sur 50 parcelles. Mais la teneur en plomb n'est pas uniforme : 31 parcelles sont carrément fermées à toute binette, quinze lopins sont recouverts de 50 cm de terre et replantés sur la nouvelle couche, les cabanes foutues à la casse et remplacées. Ce déplacement de terre est un peu chérot (90 000 euros pour 2 000 m<sup>2</sup>) pour un résultat non garanti. Solution aléatoire, d'autant qu'on dispose de moins en moins de sol cultivable dans le monde.

### Sarrazin moutarde

Quatre parcelles tentent la «phyto-rémediation», la santé par les plantes : blé noir au printemps, moutarde brune à l'automne, avec ajout d'acide citrique, histoire de pomper le plomb dans le sol. Les plants rustiques sont ensuite arrachés et incinérés. Ces saloperies de métaux n'en disparaissent pas pour autant, on les a juste épongés du sol et déplacés.

Et il faudra être patient et indulgent : le remède peut prendre de dix à cinquante ans, peut-être plus, et sans nettoyer parfaitement la terre des potagers. D'où l'idée de planter pendant qu'on dépollue, de cultiver des légumes qui n'accumulent pas la pollution, des arbres fruitiers qui ne concentrent pas la ferraille du sol. Le 28 juin dernier, le nouvel élu en charge des jardins, Pierre-Yves le Brun, EELV, inaugure le potager des Oblates : «On y a découvert du plomb, et pourtant les bonnes sœurs le cultivent depuis un siècle et elles n'en sont pas mortes prématurément...», dit-il. Sans doute un héritage de la fonderie Dejoie, toute proche. Si les métaux lourds se planquent entre les vers de terre et les racines, on le doit à la nature géochimique de la roche mère du terrain, à des remblais polluants, ou à la présence historique d'activités industrielles : fonderies, imprimeries, garages, usines diverses, incinérateurs... Début juillet 2013, les Assises de la biodiversité se tiennent au palais des congrès nantais. Prof en fac de sciences et chercheur au CNRS, Thierry Lebeau expose son expérience locale de bio-rémediation des sols intégrant la «prise en compte des facteurs de risque en fonction des usages, des coûts pour la collectivité, du "coût" social de la fermeture de jardins, de solutions alternatives de gestion.»

### Jardin à risque

Ils sont nombreux à plancher sur ces jardins pourris : l'Inra, le Labo de Planétologie et géodynamique de l'université, le BRGM, Bureau de recherches géologiques et minières, et même l'Ifsttar, l'Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux pour les Nantais. Et

même un travail sociojuridique avec AgriTech Paris pour étudier la position des acteurs face au risque. «J'ai le sentiment que la ville de Nantes est transparente dans les réunions publiques. Les jardiniers sont curieux même s'ils ne comprennent pas tout des résultats bruts qu'on leur donne sans trop simplifier», note Thierry Lebeau. Il souligne que les réglementations sur les pollutions des sols sont encore floues, notamment le seuil tolérable pour cultiver.

### Vivre avec, hors sol

Avec des bénévoles du quartier et de l'association Adda (Aujourd'hui restaurons demain), Vincent Palmiéri jardine la verdure d'un ancien couvent, 1 000 m<sup>2</sup> enclavés en plein centre, rue de la Carterie. Lors de la première mise en culture de cette friche, il y a trois ans, des analyses des qualités agricoles du sol et «par curiosité» la recherche de métaux lourds, dévoilait des teneurs en plomb anormales : «600 mg de plomb par kilo de terre, soit six fois au-dessus du seuil maximum toléré. Le cuivre et le zinc en plus petites proportions... On a contacté les services municipaux de l'hygiène et de la sécurité qui nous ont conseillé de ne pas cultiver les légumes en pleine terre.» L'asso envisage la phytoremediation. Testée, mais en voie d'abandon : «Il y en a pour plusieurs années, voire des dizaines d'années, et notre objectif, c'est de cultiver des jardins, pas de dépolluer les sols bénévolement. On ne dit pas qu'on a résolu le problème, on dit qu'on vit avec...» Faute de mieux, va pour une culture hors sol, quelques dizaines de mètres carrés seulement, dans des bacs surélevés remplis d'une couche de compost, de végétaux horticoles broyés et de terre captée ailleurs lors de travaux d'excavation et de chantiers de particuliers. Mais ailleurs, justement, c'est clean, ce sol déplacé ? «Idéalement, c'est sûr, on devrait le faire analyser, mais par confort on préfère se dire que cette terre n'est pas polluée», concède Vincent Palmiéri.

Pour les autorités, dilemme : appliquer un principe de précaution et donc risquer un effet de panique, une légumophobie galopante, ou simplement laisser faire les binettes en limitant là où c'est le plus plombé ? «On analyse l'ensemble des parcelles [municipales], ajoute l'élu Pierre Yves Le Brun. La terre en ville, ce n'est pas comme la campagne autrefois. Il faut redéfinir ce qu'est une terre saine ou à taux acceptable. Mais il faut être lucide, on ne peut pas non plus interdire toute culture partout et frustrer tout le monde. La demande est très forte. Il y a mille parcelles attribuées et autant de gens sur liste d'attente. Les scientifiques nous disent que la pollution se joue à un mètre près.» Thierry Lebeau parle même de variations à 25 cm près. Ce qui rend difficile (ou très chère) une expertise millimétrée quadrillant tous les coins de tous les potagers. Mais on s'en fout, un jour de toute façon, on bouffera des pissenlits par la racine. ■

Gaston Serfouette



### Repotagérization

## Un jardin qui a de la tenue

Au printemps, le «Jardin des Ronces» a semé une Zad urbaine à Doulon.

C'EST un squat à la binette, face au cimetière du Vieux-Doulon. Une zone d'attente où les ronces avaient repris le dessus. Des légumes poussent désormais dans l'ancienne friche : «On s'est senti d'autant plus légitimes à cultiver que c'était une terre maraîchère abandonnée», explique ce dimanche 29 juin un des jardiniers à une assemblée disparate d'une centaine de gens du quartier, de zadistes venus en soutien et d'usagers de ce terrain où le projet d'urbanisation doit bétonner 80 hectares. On est administrativement dans la ZAD Doulon-Gohards. «On parle de 2 000 logements, dit une dame qui habite à côté, mais à Bottière-Chesnaie ils en ont fait bien plus, et plus haut que les quatre étages maxi annoncés, pour que les promoteurs gagnent leur beurre». Effectivement, les questions de profit ont vite rattrapé les intentions d'éco-quartier. Éco quoi ? Économique, pas vraiment écologique, sauf les parkings rendus invisibles. «À son lancement en 2002, Bottière-Chesnaie devait accueillir moins de 1 500 logements, il y en aura en fait 2 400 à son achèvement» avec «une densification accrue pour permettre aux acteurs publics et privés de tirer leur épingle du jeu»\*. Prévenus par des petits papiers dans leurs boîtes aux lettres, ces riverains sont venus, curieux, attentifs, porteurs de la mémoire de ces terrains. Christiane est restée toute la journée, déballant

ses malheurs, son admiration pour la capacité de mémoire des chanteuses populaires, poussant un coup la chansonnette devant une assiette de radis du jardin et un verre de blanc du cubi. Sur chaque parcelle, un nom, un parent : «Celui-là avait un cheval, l'autre un motoculteur. Ça fait peut-être quarante ans que c'est plus cultivé. Ah, vous avez retrouvé le puits... Il y avait aussi des rails avec des wagonnets pour porter les légumes, de la récolte au hangar. Au moins ici, les anciens n'ont pas mis des tonnes de produits chimiques.» Ils se souviennent des anciens chemins sillonnant les tenues maraîchères. Un peu admiratifs du boulot abattu pour débroussailler ces massifs de ronces et replanter. «On a tout défriché à la main. Quand on est beaucoup, ça va vite». Ils ont mangé ensemble, beaucoup parlé, bu quelques coups, avant un bal folk dans le hangar. Désormais, l'urbanisme et les promoteurs devront compter avec ce jardin rendu à la culture, au lien avec le quartier, au fonctionnement collectif. Avec une autre vision de la production potagère, au plus près, sans pesticides ni trucs chimiques pour faire pousser les légumes. À suivre dans les prochains mois, le combat des faucilles et binettes contre les bulldozers. ■

Emiliano Zapata

\* dépêche API, 13 décembre 2013



# Main, du cul à la gueule

Nantes, ville cool? Foutaises. La domination masculine s'y exerce dans la rue en toute impunité.

RUE de Strasbourg, en plein jour. Un mec passe, traite Laura qu'il bouscule de «viande à viol». Autour, personne ne bronche. «D'habitude, je m'exprime, mais là je ne savais pas quoi dire. J'en ai vomie plus loin. Ça arrive n'importe quand, à n'importe qui, pas que le soir très tard. Et je m'en suis voulu de me questionner sur la longueur de mon short», dit l'étudiante de 26 ans. «Quand ça m'est arrivé je me suis dit que j'étais un aimant à emmerdes. Je n'avais pas remarqué qu'autour de moi, toutes les filles l'ont déjà vécu, et intégré la peur de marcher dans leur ville», ajoute Cassie.

Place Bretagne, un homme d'une trentaine d'années lance des bisous à la blogueuse Mamzell-Gwen puis, devant son indifférence affirmée, la traite de «connasse». Dans le tram, un mec aviné s'assoit à côté d'elle, lui demande «Tu sucres?». Panique, descendre au plus vite, tracer. On peut multiplier les exemples. Toutes les femmes ont subi ça, jeunes ou pas, canon ou non. Ces mecs ont pour eux l'impunité et le machisme ambiant qui les protège, le sentiment que les femmes sont à leur merci. À la sortie de la gare, un type met sa main entre les cuisses de Patricia: «Il a pris la baffe de sa vie en retour.»

Mais toutes les Nantaises n'ont pas la baffe enclenchée prête à partir, ou des prises de self défense dans le sac à main. Alors on biaise. Il y a des lieux à contourner si on veut baguenauder tranquille. Le Bouffay, la place du Commerce, les arrêts de bus à certaines heures, les fermetures des bars. «Je me tiens à l'écart, je me rapproche d'autres femmes, je regarde par où je vais pouvoir m'enfuir en courant», dit Cécile. Pour ne pas se faire emmerder, des femmes baissent la tête, évitent de croiser de regard des mâles à l'affût, traversent la capuche baissée, le nez dans un portable, au pas de course, sans sourire. Faire carrément la tronche. Changer de trajectoire, de trottoir, paraître invisible. S'habiller ample, si possible avec une combinaison de ski et deux doudounes l'une sur l'autre. Marcher vite. Des esquives connues mais qui obligent à se résigner, à laisser l'espace public aux prédateurs. Des femmes en ont eu plein l'cul. Besoin de se faire respecter, sans esquiver ni s'habiller dans des sacs informes en jute.

Pas évident d'expliquer posément à un de ces relous que sa réflexion au ras du trottoir est bien une agression qui transforme la

femme qui passe en proie. Que de l'invective lourdingue à la main baladeuse, il n'y a qu'un pas. Que le refus déclenche souvent l'insulte, après les paroles faussement bienveillantes, puis menaçantes, et avant les gestes violents. «La drague, c'est différent, c'est de l'échange. Il faut être consentante», dit Laura, une des créatrices de «Colère nom féminin», asso nantaise de dix jeunes femmes dépassées par le succès de leurs sacs et débardeurs affirmant en lettres bien tournées: «Ta main sur mon cul, ma main sur ta gueule». Dix mille fans sur la page Facebook en deux mois. Cet été, avec les gains des premières ventes, un stage de self défense féminin est financé. Après l'ère du constat, il faudra passer à la solidarité dans la rue, le bus. Parler à l'agresseur, casser le face-à-face du prédateur. «Il faudrait prendre ça au plan municipal, dans les transports en commun, et surtout dès l'école primaire.» À trois ans, si on ne veut pas de bisou du copain de maternelle, c'est que «non c'est non». C'est simple à retenir, c'est le même non au début et à la fin. ■

Simon Debeafoir

<http://colerenomfeminin.bigcartel.com/>

## «Alors, on baise?» Alors, on biaise

Le regard de Gwen Blosser sur les agressions dans la rue.



So squat?

## T'occupe, c'est rien...

Ne pas confondre squatteur et squatteur. L'un est amuseur officiel, subventionné. L'autre viré manu militari.

VILLA OCCUPADA», c'est le nom d'une étape du parcours du Voyage à Nantes de l'été 2014. Désaffectés, les anciens locaux de la Mutualité ont été très officiellement investis par des artistes peignant les murs. L'inauguration a été perturbée aux cris de «Villa expulsada» avec quelques graffitis non désirés clamant qu'il vaut mieux squatter les musées que «muséifier les squats», et «prends zad dans ta gueule», ce qui est un peu signé. Les officiels ont rapidement quitté un lieu devenu infréquentable et décidé de fermer pour la soirée. La soirée d'inauguration! Un comble pour les happy few. Faut dire que cette expo «Villa occupada» a trouvé refuge dans un bâtiment qui jouxte l'ancienne bourse du travail, justement là d'où une soixantaine de sans-papiers ont été expulsés sur ordre de la mairie en 2001. Installer une expo singeant un squat, c'était un peu jouer avec le feu, dans une ville où les squats sont régulièrement virés à grands renforts de police: sans papiers rue de Crucy le 6 mai, zadistes rue du Chapeau-Rouge le 20 juin, etc.

Le Voyage à Nantes excelle à faire passer pour un spectacle ou une attraction à touristes les initiatives de survie ou de lutte politique. Déjà en 2012, Agnès Varda

avait fait soigneusement démolir par ses assistants un appartement vide de la rue Santeuil, pour réaliser un faux squat, subventionné et touristique. Graffitis aux murs artistement défoncés pour faire comme, gravats dans les coins, sommier percé. Ca s'appelait «La chambre occupée», et c'était censé redonner la parole aux sans-logis via «les objets de leurs besoins de base, un lit, un poêle, un caddie plein de nourriture, mais ces objets sont détournés pour servir de support à trois téléviseurs». Une vraie sans-logis avait répondu dans une lettre ouverte rageuse: «Le discours politique n'est pas à vendre, Agnès. La colère se hurle et explose, occupe la rue et fracture des portes, mais l'empaqueter de prétentions artistiques pour la vendre à Jean Blaise, c'est signer son impuissance et la livrer au service des bourreaux (...). Avec ta caricature de squat aux murs explosés, tu n'as rien saisi de la vie des expulsés de tous horizons et c'est tant mieux. La galère n'a rien d'exotique, quel que soit le prétexte du voyage.»\*\* Ne pas confondre les squats virés par des commissaires et leurs commis à matraque, et ceux qui sont organisés par des commissaires d'exposition. ■

\* «Le squat fait tache, ou pas», Lulu n° 78-79, décembre 2012

\*\* Indymedia, 22 juillet 2012



Emprunt toxique

## Cibert attaque

PAR la voie d'un très officiel communiqué guerrier intitulé sans rire «Lettre de soutien à un hôtelier nantais attaqué», le Medef vole au secours d'un de ses membres et «souhaite apporter tout son soutien à Gilles Cibert», ancien patron de l'hôtel La Pérouse, gravement traîné dans la fange par l'amuseur public Jean Blaise qui l'a traité de «mec toxique»\* pour avoir douté des beaux chiffres des retombées économiques annoncées par le Voyage à Nantes, mais aussi pour s'être engagé comme colistier de l'UMP Laurence Garnier aux dernières municipales. Avec un mois de

retard, le Medef s'insurge donc contre cette «attaque insultante et vulgaire». L'APIIH, Association des professionnels indépendants de l'industrie hôtelière, avait aussi pondu sa protestation. Mais c'est quoi ces pleurnicheries? Pourquoi pas un bon vieux duel à mort, version bonbec toxique, les yeux dans les yeux, le premier qui suce et qui tombe à la renverse a perdu? En attendant, les banques dont on a pu dénoncer les produits toxiques vont pouvoir porter plainte et se faire un max de pognon. ■

\* Le Medef s'exprime fin juin sur un article de Presse-Océan du 25 mai 2014



## BRUXELLES RENFORCE SES CONTRÔLES



Subsidiarité

# Accroche-toi à la rose, on enlève les étoiles

La radio de soutien à l'Europe lâchée par l'Europe. On ne sait plus à qui se fier.

**C**LAIREMENT lancée pour soutenir les institutions européennes et leur image après le « désastre » du « non » français au traité constitutionnel européen de 2005, Euradionantes est privée de sa subvention européenne. Éjectée du programme « L'Europe pour les citoyens », la radio perd 90 000 euros, et impossible de soumettre un nouveau dossier avant 2018, c'est la règle. Ce qui prive d'un quart le budget annuel annoncé de 350 000 euros de la radio montée en 2007<sup>(1)</sup>. Quoique le chiffre du budget soit invérifiable et opaque malgré les demandes de Lulu au chargé de communication de la radio et à son président. Selon les professionnels d'autres radios nantaises, il serait bien plus important. En pleines turbulences, ce « studio école », qui n'a pas d'agrément comme organisme de formation, se proclame pourtant « média indépendant » alors que tout son financement vient des collectivités locales et ministères français. Et de l'Europe jusqu'à présent.

### Papa Schulz

Indépendance? Cette radio l'a vaillamment montrée lors des élections européennes. Le 12 mai dernier, pour l'escalade nantaise du candidat socio-démocrate socialiste allemand Martin Schulz, un portrait du candidat réalisé par Euradionantes est diffusé lors du meeting de campagne. Une prestation saluée par les caporaux du PS. « Bravo @euradionantes pour ce joli portrait en mouvement de @MartinSchulz ce soir à Rezé », tweete Benjamin Mauduit, récent

élu adjoint à la mairie de Nantes. L'information au service du parti qui finance massivement la radio, belle preuve d'indépendance. Ironie de la situation, Euradionantes dénonce l'arbitraire d'une institution européenne qu'elle encense depuis des années sur ses ondes.

### Arbitraire, les vaches!

La radio s'est escrimée à rendre visibles les aides européennes, à vanter les processus du type de celui dont elle-même bénéficiait. Et là voilà contrainte de dénoncer l'arbitraire de ce qu'elle a vanté à coup d'émissions traitant de la « démystification des financements européens ». L'Europe, en plein serrage de boulons de la rigueur, sacrifie même ses protégés. La direction générale Communication, dite « DG comm » à Bruxelles, est « l'un des postes les plus touchés, au sein de la commission, par le budget d'austérité que les chefs d'État et de gouvernement ont entériné, en février, pour l'Union européenne: une coupe de 20 % », dès 2014, note Médiapart<sup>(2)</sup>. Prof à la fac et président d'Euradionantes depuis avril, Arnaud Leclerc est surtout inquiet pour le budget 2015 et prévoit « des mesures restrictives comme la diminution du nombre de stagiaires ». De toute façon, la nouvelle règle sur le nombre de stagiaires par rapport à l'effectif permanent interdit de poursuivre avec une dizaine d'étudiants étrangers défrayés un tiers du Smic.

### Bien à vous, Strasbourg

Euradio est bien mal récompensée de ses efforts, ses micros

tendus aux officiels, aux élus et aux technocrates. Pour couvrir les élections européennes, l'opération « À vous le Parlement » a ainsi « bénéficié des subsides d'un appel d'offres du Parlement européen pour s'installer à Strasbourg et rendre compte de treize séances plénières parlementaires », suivant ainsi « les décisions, les projets et les lois, actés et votés par l'Union européenne »<sup>(3)</sup>. Curieusement, la radio, dont ce n'est pas le métier, a produit dix vidéos en engageant deux journalistes extérieurs. Plus de 35 % de son budget annuel a été craqué pour cette opération. Curieuse gestion. Soit 125 500 euros pour ne couvrir qu'onze des treize séances du parlement prévues par contrat, soit onze émissions et dix vidéos confidentielles, comptabilisant entre 223 et 916 vues sur Youtube (hormis un épisode dopé par la reprise par le site *Le Point*). Prêcher dans le désert, ça a l'air d'être une habitude: le compte twitter pour la couverture pourtant copieuse des élections européennes n'a que 158 followers. Et, selon un relevé Médiamétrie de janvier 2014 que Lulu s'est procuré, l'audience d'Euradio est à 0,5 % dans l'agglomération nantaise quand France Inter est à 16,5 %.

Il a fallu allonger pour financer cette dépense strasbourgeoise démesurée, l'aide européenne de 83 095 euros qui motivait l'opération n'en couvrant que les deux tiers. « C'est normal pour un appel à projet, mais c'est un affichage de façade, à ne pas confondre avec la réalité », répond Christine Lassalle, administratrice et ancienne présidente de la radio associative. « C'est le budget général de la radio qui sert de cofinancement sans induire une augmentation des dépenses équivalente », ajoute Arnaud Leclerc, pas plus clair.

### Indépendance

Cette subvention à projet de 83 095 euros peut passer pour une commande de com. Ce qui pose la question de l'indépendance: « Est-il légitime, de la part de la commission européenne, de financer,

via ses services de communication, tel ou tel média spécialisé? Faut-il en passer par là pour faire émerger cet espace public européen, dont la faiblesse explique bien des maux de l'UE? Combien d'argent public est versé à ces médias souvent peu connus du grand public? Pour quels résultats? » interroge Médiapart.

### Surréaliste électorale

La petite radio nantaise fait beaucoup pour la renommée de Nantes à l'international. On a même parlé dans le *New York Times*<sup>(4)</sup>. En octobre 2013, le quotidien yankee épingle les 100 000 \$ de subsides européens à Euradio, et souligne que du temps d'antenne y a été accordé à un chercheur de Notre Europe-Institut Jacques Delors (think tank de l'ancien ministre socialiste) qui bénéficie de 650 000 \$ d'aides européennes. « C'est complètement surréaliste: des gens qui obtiennent des subventions de l'UE disent combien l'UE est formidable puis mettent en avant ces actions pour obtenir plus d'argent », commente Mark Littlewood, directeur général de l'Institute of Economic Affairs à Londres, groupe privé plutôt eurosceptique il est vrai. Ces instances subventionnées « finissent par parler entre elles », ajoute le conservateur Martin Callanan, alors député européen mais pas du tout eurosceptique, lui. Un rapport de la fondation New Direction<sup>(5)</sup> dénonce pareillement les dépenses servant l'« autolégitimation de la gouvernance » et non l'intérêt des citoyens, qui ne servent qu'à « rendre publiques et à légitimer les activités de la commission », laquelle « gâche l'argent des contribuables » pour les persuader de ses propres vertus. Une variante de l'économie circulaire de l'information.

Mais comment une radio si zélée est-elle parvenue à décevoir ses mentors? Les experts qui ont trié tous les dossiers des candidatures se sont montrés perplexes sur « l'impact direct de l'activité de la radio sur le public européen » qui leur a paru « plutôt vague », comme le « nombre d'auditeurs annoncé » leur a semblé un peu gonflé<sup>(6)</sup>. La radio qui voulait rendre crédible l'Europe n'a pas paru crédible à l'Europe. Va falloir se convertir en radio de proximité. Du côté gauche du marché de Talensac, par exemple. ■

### Paul-Henri Spam

<sup>(1)</sup> Lancement auquel a participé le rédacteur de cet article avant qu'une crise profonde, mêlant autoritarisme et conflit sur l'indépendance de l'information, ne fasse exploser l'équipe de départ, enchaînant un licenciement pour insubordination (qui sera déclaré abusif par la justice), et deux démissions. Depuis, le turnover a concerné plus d'un vingtain de salariés, en rupture conventionnelles, démissions et contrats non renouvelés.

<sup>(2)</sup> « Médias européens: le maquis des financements publics », Médiapart, 3 décembre 2013.

<sup>(3)</sup> Nantes métropole magazine, n° 48, novembre 2013.

<sup>(4)</sup> « Europeans Are Faulted Over Using Funds to Support Like-Minded Voices », NYT, 15 octobre 2013.

<sup>(5)</sup> « Helping Themselves. Six ways to reform EU Funding of NGO's », Adolfa Mackonis, Zilvinias Silenas, september 2013.

<sup>(6)</sup> « L'écoute de l'inflation », Lulu n° 82-83, décembre 2013.

# LATULULULU?

## Le changement, c'est poubelle

Site Reporterre, le 21 mai 2014

Deux-cents « éco-sacs » en coton bio arborant le slogan « Accélérer le changement, Ecocity, Nantes 2013 European green capital » censés éviter un gaspillage de sacs en plastique: bazarés! Des glaneurs les ont dénichés dans les poubelles du centre des congrès de Nantes. Avec les restes d'un colloque sur les 4x4, ils font du compost ou quoi? ■

## Braquemard puant

Agence France Presse, le 30 juin 2014

Les géants de Royal de Luxe, pour l'attractivité de Nantes, c'est ringard. Les fleurs géantes qui refoulent, à dénomination transgressive, c'est top. Le « Pénis de Titan » éclot pendant trois jours en exhalant une douceur fragrance mélange de « charogne et de viande avariée, entre fromage et l'intérieur d'une chaussette mouillée », selon le directeur du jardin des plantes. On s'est rué pour voir et sentir ce sexe dressé qui pue. Et pas un catho cul béni-serré spécialiste en odeur de sainteté qui moufte. ■

## Le père Noël est une ordure

Presse-Océan, le 19 juin 2014

Procès d'assises d'un braqueur de supermarché à Mésanger. Le 24 décembre 2011, il s'est déguisé en père Noël. Témoignage poignant d'un employé du Super U « père de deux jeunes enfants », s'adressant au malfrat: « Pourquoi avoir fait ça le matin de Noël? Ça a gâché ma vie! » Carrément. Un bon conseil aux braqueurs: revenez à Pâques, déguisés en cloche en chocolat. ■

## La peur fait peur

Presse-Océan, le 19 juin 2014

Même procès de père Noël braqueur. « La femme du gérant, entre deux sanglots, a raconté ces images qui la hantent: "Deux jours après, il fallait revenir travailler. Sur les mêmes lieux. J'ai vu une employée traverser le parking en courant. Elle avait peur, mais une peur... Ça me fait encore mal!" ». Heureusement qu'on a la peur des autres pour se faire des films. Les parkings sont si peu sûrs, infestés de bandits déguisés en caddies. ■

## Compteur d'assiduité

Métronews, 23 juin 2014

Des élus irréprochables pour « restaurer la confiance des concitoyens ». Johanna Rolland a pondu une charte de déontologie des élus qui les engage à « participer avec assiduité aux réunions des instances municipales ». Curieux comme idée. Avant la charte, tirer au flan était bien vu ou quoi? Les Verts proposent un site internet « dédié à l'assiduité et au temps de présence des élus ». Un encouragement à venir finir ses grilles de sudoku en séance plénière. ■

## Toltéquitoi

# Chamane d'entreprise

Nantes développement, la cellule économique de la communauté urbaine, a décerné des « trophées des 1001 vies » censés récompenser les bonnes pratiques des entreprises. Parmi les lauréats, IMA Technologies, spécialiste de la relation client, basé à Saint-Herblain, se présente comme « entreprise sur la voie de la libération », vantant une démarche managériale intitulée « le chemin de la confiance » se référant aux « quatre principes toltèques » d'un chamane mexicain, Don Miguel Ruiz, gourou new age. Au secours, la pensée magique remplace les CHSCT!

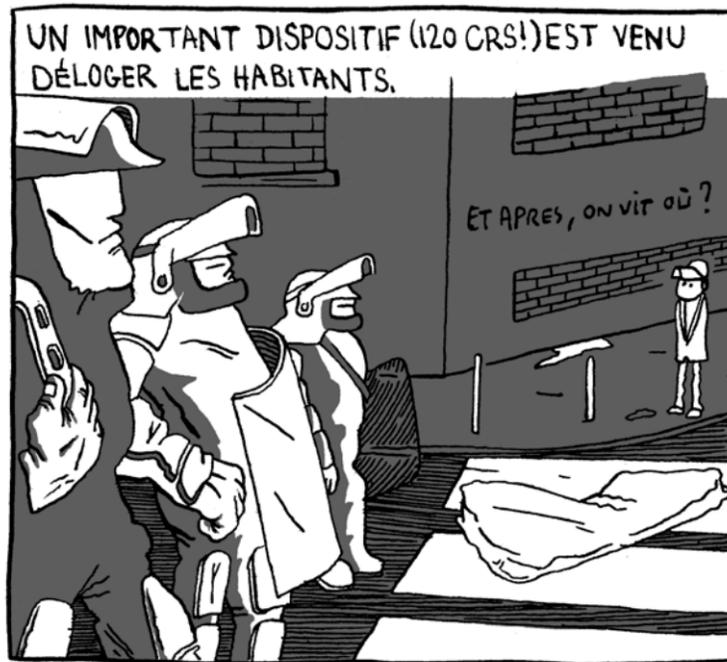
Mi-temps

## Fougerat montagnard !

Couac, non-affaire, arrières-pensées, suppléant d'Ayrault.

J'ai parfois été outré que l'on « fasse une montagne au moindre couac, que l'on s'intéresse à la forme et pas au fond. Je n'ai pas été épargné par une affaire qui n'en était pas une », déclare Jean-Pierre Fougerat. Cette non-affaire, c'est l'invitation tous frais payés par le groupe Spie (géant des équipements électriques) au Pays de Galles, en Écosse et en Irlande pour suivre des matches de rugby. Non-affaire révélée par *Le Canard Enchaîné* le 27 novembre 2013. Le VIP amnésique a commencé par avouer deux voyages, puis, après publication par *Le Canard Enchaîné* d'une photo dans un pub d'Édimbourg, été contraint d'en rajouter un troisième. Corruption? « C'est blessant. Je n'avais évidemment aucune arrière-pensée par rapport aux marchés publics », avait déclaré le député, alors suppléant à Ayrault pour cause de premier ministérot. Pur hasard, le contrat de dix mois effectué chez Spie par sa fille, l'avocate Maud Fougerat, puis l'embauche d'un ancien dir cab de Fougerat, toujours chez Spie. Rien à voir avec une troisième mi-temps. ■

\* *Ouest-France*, le 20 mai 2014



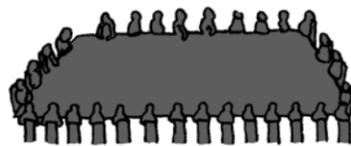
## Rugby sur l'ongle La vérité si je mens

Les élus nantais co-signent une charte de co-irréprochabilité. Sur le papier, c'est adieu les petits cadeaux.

PLUS question pour les édiles nantais d'« utiliser les prérogatives des fonctions d'élus en vue d'un intérêt particulier ». Dans les communes de l'agglomération, le suspense est insoutenable: faudra-t-il s'aligner sur la grande voisine nantaise donneuse de leçons qui vient d'adopter une « charte de déontologie des élus municipaux »? Car, juré-craché, ses élus s'engagent formellement à refuser les « cadeaux, libéralités » et autres babioles valant plus de 150 euros, qu'offrent parfois aux élus de généreux et désintéressés donateurs. Le fretin de moindre valeur devra être remis au guichet municipal, tampon faisant foi. Autant dire la mort assurée de la convivialité et des pratiques ancestrales du don-contredon. Un exemple au hasard: vous êtes maire ou député, et un grand groupe du BTP vous trouve sympathique. Il vous convie à venir suivre des matches de rugby à l'étranger. Où est le mal dans tout cela, on se le demande? Johanna Rolland veut quand même co-construire la probité. Certains sont rompus à l'exercice. On n'a pas dit corrompus. ■



...DERRIÈRE CE LANGAGE TECHNOCRATIQUE SE CACHE UN RENDEZ-VOUS AVEC DES TRAVAILLEURS SOCIAUX, SUIVI D'UNE OU DEUX NUITS EN FOYER. SANS AUCUNE PROPOSITION SÉRIEUSE D'HÉBERGEMENT. SUITE À CET ENTRETIEN UNE RÉUNION S'ORGANISE. PARCE QUE LA SITUATION L'EXIGE, IL EST DÉCIDÉ DE MANIFESTER, D'ALERTER LES MÉDIAS ET D'OCCUPER UN LIEU SYMBOLIQUE.



La mort en prime

## Du danger de l'ordre

Spécialiste des « armes à létalité réduite », l'usine de la Sarthe étend ses compétences à la létalité augmentée. Un mort.

L'USINE est au fin fond de la Sarthe, mais son impact est national, notamment dans les rues de Nantes, où la production de la boîte part régulièrement en fumée. Située à Précigné, créée en 1937 et longtemps surnommée « la poudrière », Alsetex\* est fournisseur officiel des petits soldats antiémeutes, leur livrant lacrymos, grenades et munitions de super flash-ball®. Des trucs qui pétent. Parfois pas au bon moment. Le 24 juin, une ouvrière

de l'usine, Nathalie Desiles, en est morte. « Victime d'une explosion de grenade » (*Ouest-France*) dans l'enceinte de l'usine. « Explosion de produits pyrotechniques qu'elle manipulait, seule, dans un box aux parois blindées » (*Nouvelles de Sablé*). Une semaine plus tard, lors des obsèques, les collègues enragent: « Si elle avait su que manipuler 4 kg de cette composition n'avait pas été étudié et donc mettait sa vie en jeu, comme beaucoup elle aurait, a minima, demandé

de stopper et d'attendre l'étude de danger. Mais n'ayant pas ceci en connaissance, elle a fait confiance à la direction et à la sécurité, ce qui lui a coûté la vie »\*\*. En mars 1959, une jeune ouvrière a aussi trouvé la mort dans une explosion dans cette même usine. Et en février 1964, l'explosion d'une quarantaine d'obus de 105, réformés de l'armée, a tué trois ouvriers. Si ses catalogues actuels présentent des armes « à létalité réduite », l'euphémisme a paru encore un

peu dangereux en haut lieu: « Prudent, le ministère de l'Intérieur ne parle plus d'armes non létales, mais de « moyens de force intermédiaires »\*\*\*. Autre euphémisme, l'usine Alsetex est présentée par la presse comme produisant « du matériel pyrotechnique civil et militaire ». Les flics devraient demander des primes spéciales: les voilà artificiers, pyrotechniciens et animateurs de centres villes. Les ouvriers, eux, peuvent bien crever. ■

\* « Une boîte en plein boum », *La Lettre à Lulu* n° 54, novembre 2006.

\*\* *Ouest-France*, 1<sup>er</sup> juillet 2014

\*\*\* *Médiapart*, 26 juin 2014.

## Nantes accueille Un dur cab pour la cité des ducs

Tueur, exécuteur de basses œuvres, apte à se faire détester, ni PS ni même à gauche... Qui c'est ?  
Sylvain Auvray, dircab de madame Rolland.

Sylvain Auvray, le nouveau dircab de Johanna Rolland ? Un bourreau de travail mais aussi un « bourreau » tout cours, volontiers « exécuteur de basses œuvres », note le bouquin\* consacré au maire de Lyon, qu'Auvray a servi douze ans comme chef de cabinet puis dircab. Extrait : « caractère froid, absence d'état d'âme » ; « S'il faut faire le sale boulot, il le fait sans passion mais sans rechigner. Il peut tenir deux discours différents à deux jours d'intervalle si le maire lui demande deux choses contradictoires en si peu de temps » ; « Quelqu'un d'extrêmement efficace comme collaborateur mais pas dans une relation de conseiller, plutôt dans une relation d'exécutant-chef. Ça nécessite une froideur, un recul et une capacité à se faire détester assez importante » ; « A fini par se prendre pour le calife à la place du calife ». Portrait plein d'empathie complété par la presse lyonnaise : il « cultivait l'art du secret (...) toujours dans l'ombre du maire de Lyon », note *Lyon capitale*\*\* qui recueille d'un cadre socialo cet hommage : « Auvray, c'est un robot. Il n'est pas PS ni même à gauche. Il n'est que Collomb ! » Autre chose ? « Il était aussi celui qui avait une forte tendance à couper les fortes têtes et à pousser des personnalités un peu fades pour ne pas faire de vagues » avec « un fonctionnement un peu notabilisé, sans états d'âme », dit sur son blog Romain Blachier, un adjoint PS du maire de Lyon, pour saluer son départ. Hébergé par Backchich, le Blog du canut renchérit. Auvray ? « De plus en plus soupçonné de très souvent manipuler ses interlocuteurs pour "faire passer" certaines de ses magouilles personnelles sur le compte de son patron tout-puissant (...) C'était aussi un des "tueurs" de Collomb : quand il voulait "punir" ou se débarrasser de quelqu'un de trop remuant ou d'encombrant, Auvray s'en chargeait, le plus souvent lors des négociations... Plus de militants et d'élus qu'on ne le pense ont eu à subir les coups d'Auvray, parfois des mois ou des années plus tard... »

Avant de servir le maire de Lyon, le personnage a quitté le privé pour le public, ayant été dix-sept ans ingénieur dans le BTP, chez Eiffage et Bouygues. Ce type qui sait se faire détester sera parfait pour discuter avec Vinci de la sortie de crise durable de ce satané projet d'aéromort. ■

**Benoît Lavageau**

\* Gérard Collomb, un baron rebelle, de Régis Guillet, éd. Armand Collin, mai 2013.

\*\* 21 décembre 2010

le vol») avec une barre goût chocolat. Et sur les lignes de la compagnie Hop, il faut allonger 55 euros pour le déjeuner. Alors que partir en vacances à vélo permet de se nourrir de vieux pneus cultivés dans son jardin. ■



**Bouguenais-Bougon**

## Envolée de promesses au-dessus du tarmac

Avec les verdâtres-rosâtres, on en voit de toutes les couleurs.

Chacun sait que les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent. À Bouguenais, en Loire-Inférieure, comme ailleurs. Aux dernières municipales, les Verts font du projet NDL un *casus belli* avec la maire socialiste Michèle Gressus. Impossible de faire candidature commune avec l'élue qui soutient le projet de transfert de l'aéroport. Résultats du premier tour : les sociaux récoltent 33,6 % des voix, les Verts juste 9,5 % alors que BAS « Bouguenais agir solidaires », une liste « de gauche », elle aussi oppo-

sée à NDL, constituée de militants associatifs et écologistes, et soutenue par les anciens maires François Autain et Françoise Verchère, score 21,6 %. En face, deux listes de droite totalisent environ 35 %. Mais, ô surprise du second tour, les Verts mitonnent dans leur arrière-cuisine un accord électoral avec la bourgmestre. Officiellement ralliés pour « ne pas laisser la place à la droite ». Mais pas question non plus de renier nos valeurs, jure leur leader, Joël Castex, adjoint sortant. Et de brandir l'accord

trouvé entre les deux parties engageant la future majorité municipale à demander à la communauté urbaine « une étude officielle et indépendante sur le coût réel d'un aménagement de Nantes-Atlantique ». Depuis, Joël Castex a retrouvé un poste d'adjoint, Michèle Gressus son écharpe tricolore avec glands à franges d'or. Impossible en revanche de remettre la main dans l'hôtel de ville sur le parapheur contenant la lettre de demande destinée à Johanna Rolland. Le courrier, c'est plus ça. ■

**Immédiate bouffing**

## Un en-cas sur le zingue

**Manger ou voler, dilemme.**

« Partez en vacances pour le prix d'un resto », clairotte la pub de l'aéroport de Nantes. On mange pas *cheap* chez Vinci, le gestionnaire de Château-Bougon. Le premier prix, c'est Lisbonne pour 29 euros, et ça monte à 75 euros pour Madère ou la Grèce. Et c'est que l'aller. Le prix d'un resto un brin luxe. En attendant, le prix de ces vols, c'est sans bouffer. À bord, faut allonger autour de 8€ pour grignoter un sandwich en plastique spongieux (garni officiellement d'« ingrédients variables selon

# L'empire Ouest-France empire et en pire

Gouvernance gérontocratique, clan familial et conjonctures.  
Et qui c'est qui y reconnaîtra les siens?



racheter à Sofiouest les machines et les murs où ce brave journal est imprimé depuis 1944.

## Vache à lait tarie

Tant que Spir et ses satellites crachent du cash, tout va pour le mieux: les intérêts bien compris de chacun cimentent une unité de façade. Jusqu'à l'arrivée de «la crise» qui, de surcroît, a le mauvais goût de perdurer. La belle mécanique s'enraye. Spir boit la tasse en 2009, déficitaire de 93 millions d'euros pour 577 millions de chiffre d'affaires. Sa dette dépasse les 110 millions. Un chèque de 140 millions contre la vente du juteux site leboncoin.fr, dont il est copropriétaire, renfloue le navire. Un répit de courte durée, les affaires ne redémarrent pas. Il faut sacrifier une autre pépite numérique: en juin dernier, Axel Springer rachète pour 72 millions la majorité du capital de la filiale Car&Boat Media, leader national du marché de vente en ligne de bagnoles d'occase.

Petite consolation: en demeurant (provisoirement?) au tour de table, Spir et donc Sofiouest profiteront du savoir-faire du magnat allemand pour rentabiliser au mieux un tel investissement. Mais la liquidation des bijoux ne fait pas une stratégie économique, d'autant que la cassette s'épuise. Et le groupe peine toujours à se réinventer face au déclin continu de son modèle économique. Aucun rapport bien entendu avec le fait que la plupart des membres - tous mâles - de son état-major ressemblent davantage aux «vieux de la vieille» de René Fallet qu'à des geeks californiens de Mountain View. Malgré les bugs à répétition, ces seniors++ ne changent pas le logiciel. D'ailleurs, ils pensent pianoter sur un minitel.

## Odeurs de sapin

Autre souci: confortablement «expropriés» en 1990, les fidèles bons vieux compagnons du bon dieu FRH finissent par céder au fil du temps. Leurs parts dans Sofiouest reviennent à leurs héritiers, augmentant d'autant le nombre des bénéficiaires, diminuant d'autant le montant des dividendes partagés chaque année, alors que le gâteau lui-même se rabougrit. Privée de lucre, la jeune génération, de nature ingrate on le sait, pourrait se lasser de la grande œuvre qu'incarne «le soutien des principes de la démocratie humaniste» et être tentée de revendre sa part du capital à l'avenir incertain. Pour quels candidats au rachat? Le nom du Bigouden Bolloré, le «petit prince du cash-flow», circule avec insistance dans les couloirs du siège, à Chantepie. À moins de prendre langue avec «une banque à qui parler». Un cheval de Troie, le dévoué Louis Échelard? ■

Félix Trocher

la rampe, entièrement dévoué à sa mission.

## Filles à papa

Le moment venu, Échelard devra accompagner la succession entre FRH et sa fille Jeanne-Emmanuelle, celle que les mauvaises langues surnomment «Buisson ardent» ou «La Chaisière». Garante de la ligne droitière et édifiante du père, elle entre sans attendre au directoire. Elle fera tandem avec son beauf Matthieu Fuchs, marié à Sophie (fille à papa de François-Régis, faut suivre) et intronisé récemment administrateur de Sofiouest, poste stratégique à la tête de la société gérant les activités lucratives du groupe. Un siège au conseil de surveillance est réservé à Paul Hutin, frangin de Jeanne-Emmanuelle et de Sophie, renforçant encore la mainmise du clan sur le canard. Deux autres rejetons se tiennent encore en réserve de ce népotisme.

Car, bien que chapeauté depuis 1990 par une «association pour le soutien des principes de la démocratie humaniste», sous la coupe de FRH et ses proches, la maison reste de fait une propriété privée. Le montage imaginé il y a un quart de siècle «pour préserver l'indépendance du titre» est assurément un chef d'œuvre: exclus du journal au profit de l'association, les membres fondateurs et leurs héritiers ont récupéré en contrepartie des parts de Sofiouest, la holding où ont été logés les joyaux de la couronne, en particulier Spir communication. «Un formidable jackpot», soulignait en 2009 le syndicat SNJ: depuis les années 1950, aucun dividende n'était versé, donnant ainsi les moyens à Ouest-France de se constituer un groupe de communication de premier plan côté à la bourse de Paris. Mais, à compter de 1990, les actionnaires se voient reverser de substantielles étrennes annuelles. La plaisanterie ira jusqu'à obliger le quotidien à emprunter pour

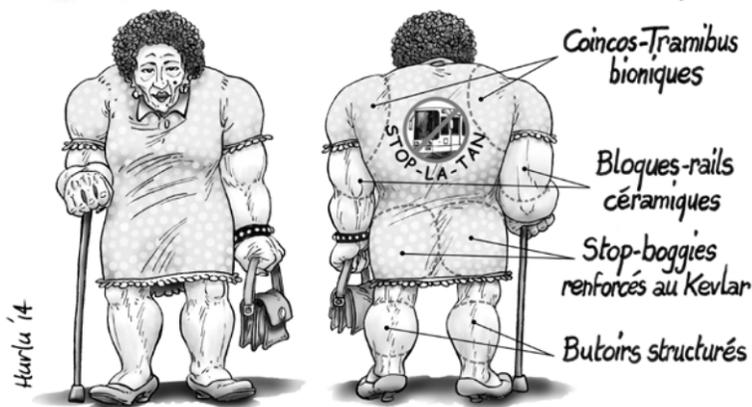
PARFUM de fin d'empire à Ouest-France où le monarque s'accroche au pouvoir: François-Régis Hutin, ce bon FRH, modifie à cet effet les statuts juridiques du quotidien désormais gouverné par un directoire présidé par sa propre majesté, assorti d'un conseil de surveillance œcuménique et propre sur lui: à sa tête, David Guiraud, ancien directeur général des Échos et du Monde, vice-président de l'hebdo protestant Réforme. À ses côtés, Michel Camdessus, ancien patron du Fonds monétaire international.

## Club de vieux crabes

Officiellement, la réorganisation vise à répondre «aux défis nouveaux que le journal doit relever». Accessoirement, cette révision constitutionnelle corrige une petite erreur due sans doute au zèle d'un scribe du siècle passé: la limite d'âge autorisée du boss est portée de 85 à 90 ans. Il était moins une! FRH a soufflé ses 85 bougies le 26 juin dernier. Avec ses 81 piges, son pote Camdessus fait presque figure de jeunot au sein de la garde prétorienne: Louis Estrangin, 100 ans, Jean Boissonnat, 85 ans, François-Xavier Hutin, 86 ans, Jacques Duquesne, 84 ans, ou encore le stratège de l'ombre Paul Museux, 99 ans. Ô temps! Suspends ton vol...

L'aréopage comporte pourtant quelques garnements en culotte courte abaissant la moyenne d'âge: Antoine de Tarlé, 74 ans, l'ex-président du Crédit mutuel de Bretagne Georges Coudray, 71 ans, le président d'honneur de Bayard presse Bruno Frappat, 68 ans, et surtout le bambin Louis Échelard, 63 ans. Propulsé vice-président du directoire, Échelard a été débauché en 2006 du Crédit mut' pour faire tourner la boutique et assurer la transition si par malheur Dieu venait à casser sa pipe. Car contrairement à ses prédécesseurs Michel Nozière et Francis Teitgen, dauphins présumés qui se sont vus trop vite sur le trône, Échelard fuit les feux de

## Personne âgée: un morceau de choix (une arme de déstabilisation massive contre la TAN)



## Baching

# L'épaulé jeté de mémé

Le tram, c'est de la gnognotte, face à la musculature déterminée d'une mémé.

LE 13 juin, «une septuagénaire la trébuché devant le tramway alors que celui-ci redémarrait après un arrêt en station». Coriace, la vieille, face à une rame de 51,96 tonnes. «Les pompiers et le Samu ont dégagé la victime, dont l'épaule était coincée sous l'avant du tramway». On l'a envoyée au CHU pour des examens. «Le trafic, interrompu pendant les opérations, a pu reprendre normalement.» Tout débute par ce tweet d'un journaliste de Presse-O: «Une personne happée ce midi sous un tram à Commerce» qui devient une «femme écrasée» sur le site du journal, sans l'identité de la victime, ni de l'agresseur. Pas de sensationnalisme, donc. Ouest-France change le sexe de la victime: «Un piéton de 75 ans s'est trouvé coincé sous le tramway». Commentaire sur le site, fixant la scène de crime et l'intensité dramatique: «J'ai été étonné d'entendre crier un policier de demander que les passants évacuent la zone. Ça n'a duré que quelques secondes, j'ai poursuivi mon chemin... Et en me retournant j'ai vu une poignée de personnes smartphones tendus à photographier et/ou filmer cette femme coincée sous le tram et les secours.»

La police est là. Rempart au voyeurisme pas vraiment utile puisque la victime est invisible sous le tram, derrière deux pompiers et trois blouses blanches du Samu. Deux flics déploient un drap blanc d'1,20 m de haut

par deux mètres de large (mais où ont-ils déniché ça?), pour occulter le travail des secours. Version riquiqui des bâches cachant la sortie des cinq cadavres de la maison de Xavier de Ligonnès. L'écran de fortune n'empêche pas le photographe de Presse-O de fixer l'instantané de la scène, vue par bien plus de gens que les seuls usagers des smartphones sur place.

Le lendemain, Ouest-France recharge le sexe de la victime, et ajoute un témoignage à bout portant: «J'ai vu toutes ces voitures de pompier et police, raconte la serveuse d'un bar du cours des 50-Otages. Je ne savais pas ce qui se passait. Je me suis demandée si c'était grave». Intéressant. Puis l'événement prend tournure politique. Grand moment de la mandature de Johanna Rolland. Une heure après la divulgation des faits par la presse quotidienne au taquet, le très éminent Pascal Bolo rassure le peuple: «L'accident est certes spectaculaire et a nécessité un relèvement de la rame mais personne n'a été écrasé et la personne concernée qui a trébuché juste devant le tram en est quitte pour une belle frayeur». Que le premier adjoint se soucie de la santé des épaules de ses administrés, c'est tout à son honneur. Mais pas en dénigrant incidemment les qualités percussives du tram. Bolo, démission! ■

Alain Chenu

## Qui ça?

Ont œuvré à ce numéro: Anis Mauresque, Sophie Nasri, Alan Greenspan, Fred Crayon, Jules de chez Smith, Nicolas de La Casinière, Huggy Lébon, Clara Lagadeg, Hurlu, Gwen Blossé, Émile, Thomas Gochi. Mise en page: Pascale Hibrage.

Directeur de publication: Nicolas de la Casinière. N° ISSN: 1270-4911 - N° CCPAP: 0211 G 88321

La Lettre à Lulu (11 rue des Olivettes, 44000 Nantes) est éditée par l'association La Lutte à Leuleu.

Tirée à 3250 exemplaires sur papier recyclé par l'imprimerie Allais, Z.A Pôle Sud, 30 rue de l'Atlantique 44115 Basse-Goulaine.

Les archives du journal sont sur [www.lalettrealulu.com](http://www.lalettrealulu.com)

Les textes publiés sont «copyleft». Libres de droits, ils peuvent donc être repris, republiés, rediffusés, si possible avec mention de l'origine.

## Abonnement 20 euros = 10 numéros

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
.....  
email : .....

chèque à l'ordre de  
La Lutte à Leuleu  
11 rue des Olivettes  
44000 Nantes